NOTRE OPINION

Par Natacha Polony

LA GUERRE DES ÉTATS-UNIS

Ça commence à se murmurer loin des micros, quand la confiance est là et qu'on a compris qu'on pouvait livrer le fond de sa pensée sans risquer d'être immédiatement rayé de la liste des gens fréquentables : les Américains jouent un jeu dangereux, qui pourrait nous faire basculer dans un conflit généralisé. Bien sûr, ceux qui nourrissent cette inquiétude se gardent de l'exprimer sur les plateaux de télévision, de peur de voir immédiatement un des nombreux gardiens du temple atlantiste les accuser de complaisance envers le tyran du Kremlin. On continuera donc, en France, à évacuer tout débat géopolitique pour se contenter de cultiver l'émotion devant le calvaire du peuple ukrainien.

La question, pourtant, commence à se poser de façon prégnante : les États-Unis ont-ils décidé d'en finir avec la puissance russe, au risque d'élargir la guerre à l'ensemble de l'Europe et de voir un Poutine acculé utiliser des armes nucléaires tactiques (lire notre dossier p. 46) ? Soyons clairs : constater que Vladimir Poutine est l'unique coupable de l'invasion de l'Ukraine et qu'il serait l'unique coupable d'un usage de l'arme nucléaire n'interdit pas de s'interroger sur la nature et les objectifs de cette guerre, côté occidental. L'annonce, par Joe Biden, d'une aide faramineuse de 33 milliards de dollars supplémentaires, dont 20 milliards d'armes, pour l'Ukraine nous oblige à l'admettre : les États-Unis sont engagés dans une guerre par procuration contre la Russie.

La résistance, et même les contre-offensives de l'armée ukrainienne s'expliquent par le fait qu'elle dispose d'un arsenal ultramoderne fourni par les pays de l'Otan et de l'avantage immense que confère le renseignement américain. La formation de l'armée ukrainienne par des instructeurs occidentaux remonte, bien sûr, à 2014, mais on ignore ce qu'il en est depuis le déclenchement de l'attaque russe le 24 février. Un reportage de Régis Le Sommier, publié au début d'avril dans *le Figaro Magazine,* décrivait comment les volontaires français rejoignant l'Ukraine étaient très officiellement pris en main, à 60 km à l'ouest de Lviv, par un vétéran de l'armée américaine…

On ne peut que se réjouir du renversement du rapport de force qui a obligé la Russie à modifier ses buts de guerre. Mais il serait sans doute temps d'analyser l'évolution du discours des autorités américaines pour comprendre comment cette bascule les a sans doute incitées à profiter de la faiblesse russe, quitte à persuader Vladimir Poutine qu'il joue la survie de son régime.

Le poncif, souvent entendu depuis le 24 février, selon lequel Joe Biden aurait préféré ne pas avoir à se mêler des affaires européennes en général, et de l'Ukraine en particulier, passe sous silence plusieurs éléments. D'abord ce fait, maintes fois martelé par les dirigeants de la CIA : l'Ukraine est, depuis la chute du mur, la « ligne de front » face à la Russie. Surtout, les démocrates américains ont plusieurs contentieux à régler avec Poutine, en particulier la défaite de Hillary Clinton en 2016, qu'ils lui attribuent pour n'avoir pas à s'interroger sur les orientations désastreuses de leur parti. Dernier point, ce sont bien les démocrates qui, dans l'histoire américaine, ont déclenché les guerres, en développant cette vision messianique que l'on retrouve dès le discours d'investiture de Joe Biden, quand il explique que la vocation des États-Unis est de guider le monde.

Les déclarations de Joe Biden, d'Antony Blinken ou de Lloyd Austin sont concordantes : l'idée des dirigeants américains est désormais d'imposer à Vladimir Poutine le même traitement qu'à Saddam Hussein en 1991. Non pas une action militaire pour le renverser mais une pression telle que le pays perdra toute capacité d'agir et de se penser comme une puissance. Que Vladimir Poutine ait tout fait pour le justifier ne devrait pourtant pas faire oublier un point : cette vision interdit toute négociation avec l'ennemi. Il n'est plus question de discuter des conditions d'un cessez-le-feu, encore moins de concessions de part et d'autre, incluant la Crimée ou le Donbass. Or la Russie ne peut plus gagner, mais elle n'acceptera jamais de perdre. Et la sécurité en Europe est suspendue à cette évidence.

> L'IDÉE DES DIRIGEANTS AMÉRICAINS EST DÉSORMAIS D'IMPOSER À VLADIMIR POUTINE LE MÊME TRAITEMENT QU'À SADDAM HUSSEIN EN 1991.

Pendant ce temps, les médias européens en sont encore à se demander si nous sommes coupables de ne pas ruiner immédiatement notre économie en cessant tout achat de gaz. Nul ne précise que le gazoduc Brotherhood est encore en fonction, et que l'Ukraine touche un droit de passage sur le gaz russe, ou que les États-Unis, jusqu'au 1er mai et la fin de leurs contrats, continuaient à acheter 100 000 barils par jour de pétrole russe. Nul ne remarque que, pour faire oublier la dépendance allemande au gaz russe, Olaf Scholz propose un embargo sur le nucléaire civil, et donc sur Rosatom, le géant russe du nucléaire avec lequel EDF est associé pour les turbines de nos centrales. Nul ne pose le problème de fond : dans cette guerre par procuration que mènent désormais les États-Unis, avec l'aval d'une opinion qui a pour seule limite la perte de soldats américains, où se situe l'intérêt des Européens et quel est le vrai chemin vers la paix ? Puisqu'il est impossible à un président français de le formuler de cette façon sans être accusé, à Washington ou à Bruxelles, de fracturer le front contre Poutine, c'est aux médias et aux politiques français de le dire avec force. ■